

2. Durant les années financières terminées le 31 mars 1940 et le 31 mars 1941, quelle somme d'argent a-t-on versée en frais de déplacement à chaque secrétaire particulier, à chaque secrétaire particulier associé ou à chaque adjoint de secrétaire particulier de chaque ministre de la couronne?

DÉPENSES D'ASSISTANCE-CHÔMAGE

M. CARDIFF:

1. Depuis 1930, quel est le total des sommes que le gouvernement fédéral a dépensées pour l'assistance aux chômeurs, sous le régime de toutes les lois?

2. Depuis 1930, quel est le total estimatif des sommes que tous les gouvernements, fédéral, provinciaux et municipaux, ont dépensées pour l'assistance aux chômeurs?

SAISIES DES DOUANES

M. STOKES:

1. Durant chacune des années financière terminées le 31 mars 1939, 1940 et 1941, combien de a) véhicules à moteurs, b) de navires, c) d'autres moyens de transport, a-t-on saisis sous le régime de l'article 169 de la Loi de l'accise, 1934?

2. Dans combien de saisies durant les périodes mentionnées plus haut a-t-on sollicité une ordonnance de déclaration d'intérêt sous le régime de l'article 169a de la loi de l'accise, 1934?

3. Combien de ces demandes ont été faites par a) des particuliers ou des sociétés, b) des compagnies de prêt ou de finance, c) d'autres maisons?

4. Dans combien de demandes classées de la façon mentionnée plus haut, a-t-on rendu une ordonnance a) déclarant que l'intérêt des réclamants existait, b) déboutant de la réclamation?

5. Durant les années financières mentionnées plus haut, dans combien de causes, le cas échéant, a-t-on empêché la confiscation par arrêté du conseil ou autrement?

AVOCATS DANS LES SERVICES D'ÉTAT

M. AYLESWORTH:

1. Depuis le 23 octobre 1935, combien d'avocats ou de chefs du contentieux a-t-on nommés dans les services administratifs de l'Etat pour accomplir des fonctions juridiques?

2. Quels sont leurs noms?

3. De quelle façon les a-t-on nommés?

4. Quel traitement, allocation ou autre rémunération verse-t-on à chacun d'entre eux?

AÉROPORTS—FRAIS DE PREMIER ÉTABLISSEMENT ET D'ENTRETIEN

M. CHURCH:

1. Quel a été, en mise de fonds et en frais d'entretien, le coût total a) de l'aéroport Malton, b) du port de l'île de Toronto?

2. Quelle partie de cette somme a été versée a) par l'Etat, b) par la ville de Toronto?

3. Jusqu'à ce jour, à quoi ont servi ce port et cet aérodrome?

4. Quel est à leur sujet l'accord existant entre l'Etat et la ville de Toronto?

5. Quelles autres villes ou municipalités ont fourni une contribution au coût de leurs aérodromes?

6. Dans quelles villes ou municipalités le fédéral a-t-il établi des aéroports à ses frais, sans aucune contribution de la localité?

L'hon. M. HOWE: Je dépose le document.

DEMANDES DE DOCUMENTS

ASSISTANCE-CHÔMAGE ET PRÊTS AUX PROVINCES

M. DOUGLAS (Weyburn):

Copie de tous télégrammes, lettres et autre correspondance échangés entre le gouvernement fédéral et tout gouvernement provincial, au sujet de la décision que le premier a prise de cesser de contribuer à l'assistance le, et après le 31 mars 1941;

Copie aussi de tous télégrammes, lettres et autre correspondance échangés entre le gouvernement fédéral et tout gouvernement provincial, durant l'année financière commencée le 1er avril 1940, au sujet des sommes que les gouvernements provinciaux doivent au gouvernement fédéral.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE—CORRESPONDANCE AU SUJET DE CERTAINES PRIMES À L'ACRE

M. FAIR:

Copie de tous rapports, correspondance, lettres, télégrammes et autres documents échangés du 1er juillet 1940 jusqu'à aujourd'hui et que le ministère a en sa possession au sujet de primes à l'acre pour les lopins suivants: N. 352-1-0 4 et E. 52-2-0 4.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

AJOURNEMENT DE PÂQUES

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre) propose:

Que la motion adoptée le lundi 24 mars 1941 au sujet de l'ajournement de Pâques soit rescindée, et que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera mardi prochain, reste ajournée jusqu'au lundi 28 avril.

—Vendredi dernier, j'ai eu un entretien avec mon honorable ami le chef de l'opposition (M. Hanson) et avec les chefs de la Fédération du commonwealth coopératif et du crédit social. Comme il n'y a qu'une demi-séance le mercredi, nous avons tous convenu que mieux vaudrait ajourner la Chambre mardi que mercredi pour le congé de Pâques.

M. HOMUTH: A six heures?

Le très hon. MACKENZIE KING: Je l'espère, mais je ne saurais l'assurer.

(La motion est adoptée.)

ASSISTANCE-CHÔMAGE

CONSÉQUENCE DE LA SUSPENSION DES TRAVAUX MUNICIPAUX ET DES CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES À GLACE-BAY

A l'appel de l'ordre du jour.

M. CLARENCE GILLIS (Cap-Breton-Sud): Je désire poser au ministre du Tra-